

L'actuaire comme expert devant les tribunaux	1
2020-03-16	

1

Plan de la présentation		2
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en contexte • Évaluation des préjudices pécuniaires • Évaluation des préjudices non pécuniaires 	1 ^{ère} partie	
<ul style="list-style-type: none"> • Qu'est-ce qu'un témoin expert • Son témoignage 	2 ^e partie	

2

Mise en contexte - Les actuaires au Canada		3
<u>Répartition géographique, par type d'employeur et par domaine de pratique</u>		
<small>Tous droits réservés © Institut canadien des actuaires.</small>		

3

Composantes courantes des missions (mandats)	4
<ul style="list-style-type: none"> • Préjudice corporel • Pertes de gains ou d'un soutien financier (passé et futur) • Valeur des soins et des dépenses supplémentaires (futur) • Actualisation du plafond de la CSC et illustrations • Majorations (impôt, frais de gestion) • Évaluations et calculs en matière de droit de la famille • Litiges civils en matière du droit des assurances • Litiges civils en matière de droit du travail (régimes de retraite) • Taux d'intérêt criminel 	

4

L'encadrement de la profession au Canada	5
<ul style="list-style-type: none"> • L'actuariat n'est pas une profession au sens du Code des professions • Certaines lois et règlements réservent des tâches aux membres fellow de l'Institut canadien des actuaires • Adhésion volontaire à un code de déontologie et à des normes • L'Institut canadien des actuaires et le titre de fellow http://www.cia-ica.ca/ • Le <i>Conseil de surveillance de la profession actuarielle</i> supervise le <i>Conseil des normes actuarielles</i> et d'autres conseils depuis janvier 2020 <p>L'évaluation monétaire du préjudice n'est pas réservée à l'actuaire</p>	

5

Les règles de déontologie (extraits)	6
<ul style="list-style-type: none"> • Le membre ne rend pas de services professionnels qui puissent susciter un conflit d'intérêt réel ou potentiel...(règle 5) • Nul membre ne peut divulguer à une autre partie les renseignements confidentiels obtenus dans le cadre d'une mission professionnelle ...(règle 7) • Un membre qui prend connaissance d'un cas important de non-conformité ... doit tenter de discuter de la situation avec l'autre membre et résoudre la non-conformité apparente... sauf ... lorsque le membre est appelé à intervenir dans un contexte conflictuel, et ce pour la durée du contexte conflictuel.(Règle 13) 	

6

Les normes de pratique générales (extraits)	7
<ul style="list-style-type: none"> • L'actuaire devrait se conformer à la pratique actuarielle reconnue sauf si elle est contraire à la loi ... • Si la pratique actuarielle reconnue est en conflit avec la loi, alors l'actuaire devrait se conformer à la loi, mais devrait divulguer le conflit dans son rapport... • L'intérêt financier de l'actuaire ne devrait pas influencer sur le résultat du travail de l'actuaire. 	

7

Les normes de pratique générales (suite et fin)	8
<ul style="list-style-type: none"> • L'actuaire devrait examiner le caractère raisonnable du résultat d'un calcul. • Sauf pour ce qui est des hypothèses prescrites, lesquelles sont stipulées par la loi ou les termes du mandat, le cas échéant, l'actuaire devrait choisir chacune des hypothèses nécessaires. • Un calcul ne devrait pas comprendre l'établissement d'une provision si le travail qui s'y rapporte exige un calcul non biaisé. 	

8

L'actuaire témoin expert	9
<p>MISE À JOUR ANNUELLE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION SUR L'EXPERTISE DEVANT LES TRIBUNAUX</p> <p>PAR Craig Allen FICA 17 septembre 2020</p>	

9

L'actuaire témoin expert	10
Évaluation du préjudice corporel	

10

L'incertitude	11
<p>Les calculs actuariels comportent habituellement de l'incertitude qu'il faut appréhender et pondérer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le moment de l'occurrence d'un événement par ailleurs certain ex. le moment du décès, la date de la retraite; • La probabilité qu'un événement incertain survienne ex. le chômage, l'invalidité, le divorce, le remariage • L'incertitude sur le déroulement d'un événement probable ex. les études, la carrière, les promotions 	

11

Les normes de pratique spécifiques (extraits) section 4200	12
<ul style="list-style-type: none"> • Le montant de la rémunération de l'actuaire ne devrait pas dépendre du résultat de l'affaire ...(4220) • Le travail d'expertise devant les tribunaux de l'actuaire devrait être indépendant et objectif.(4230.01) • Le témoignage de l'actuaire devrait être indépendant, objectif et adapté aux circonstances.(4240.01) 	

12

Les normes de pratique spécifiques (suite et fin)	13
<ul style="list-style-type: none"> • L'actuaire devrait s'assurer que toute hypothèse stipulée dans les modalités du mandat soit plausible. (4320.03) • Les hypothèses et les méthodes utilisées par l'actuaire devraient tenir compte ... des lois, règlements et pratiques judiciaires applicables ainsi que des principes juridiques établis pertinents au travail. (4320.04) • Les hypothèses et les méthodes choisies par l'actuaire ne devraient pas être influencées par la partie à la procédure de règlement d'un litige ayant retenu les services de l'actuaire. (4320.05) 	

13

Rappel de notions de base pour juristes	14
<p>Patere legem quam ipse fecisti « Subis les conséquences de ta propre loi »</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les taux d'actualisation • Le traitement de l'impôt 	

14

<p>Pour faire témoigner des chiffres, il vous faut un actuaire.</p> <p><small>Exigez un Fellow de l'Institut canadien des actuaires pour évaluer la valeur financière des événements futurs.</small></p> <p>0 5 1 9 3</p> <p><small>Trouvez un actuaire sur cia-ica.ca</small></p> <p><small>Canadian Institute of Actuaries / Institut canadien des actuaires</small></p>	15
---	----

15

Évaluation du préjudice corporel pertes pécuniaires	16
Le rôle de l'actuaire est de fournir: Une évaluation objective <ul style="list-style-type: none"> • Des pertes financières, donc mesurables • Subies par la personne qui a été blessée • Pour le futur, mais aussi pour le passé Ce n'est pas son rôle de déterminer qui est responsable, ni à quel degré	

16

Évaluation du préjudice corporel pertes pécuniaires	17
Principaux éléments à évaluer <ul style="list-style-type: none"> • Perte de capacité de gains futurs (non pas la perte de salaire) • Pertes passées de revenus • Pertes relatives à des dépenses en santé, en équipement • Pertes pour l'entretien ménager • Pertes pour autres activités courantes • Passées et futures 	

17

Les particularités du travail d'expert	18
<ul style="list-style-type: none"> • Les directives ou les instructions particulières <ul style="list-style-type: none"> • Les prétentions des parties • Les arguments subsidiaires • La cohérence méthodologique • Le devoir envers le tribunal • Les contre-expertises • L'aide à la préparation des interrogatoires et des contre-interrogatoires 	

18

Les outils de travail	19
<ul style="list-style-type: none"> • Les données personnelles • Les statistiques générales - Stat. Can., ISQ, Banque du Canada, etc. • Les mathématiques - calcul des probabilités, mathématiques financières • La cohérence • Notions de droit: lois, décrets, précédents, auteurs, règles de procédure • Les scénarios • Qualités personnelles: jugement, intégrité, bon sens 	

19

Évaluation du préjudice corporel pertes pécuniaires - combien?	20
<p>Principaux éléments à déterminer:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Données requises pour faire une évaluation éclairée • Informations de base (naissance, emploi, relevés fiscaux) • Date de l'évaluation (introduction, procès, accident...) • Gains futurs, avec ou sans les conséquences de l'incident <ul style="list-style-type: none"> • Selon la moyenne avant l'incident • Selon des analyses statistiques • Selon un moyenne générale • Selon le moment dans la carrière • Selon les conventions collectives 	

20

Évaluation du préjudice corporel pertes pécuniaires - combien?	21
<p>Principales hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intérêt • Inflation • Augmentation des salaires • Mortalité • Âge de retraite et fin de vie active • Impôts 	

21

Évaluation du préjudice corporel pertes pécuniaires - combien?

22

Principales hypothèses - intérêt - inflation - salaires Québec (code civil)

1614. Les dommages-intérêts dus au créancier en réparation du préjudice corporel qu'il subit sont établis, quant aux aspects prospectifs du préjudice, en fonction des taux d'actualisation prescrits par règlement du gouvernement, dès lors que de tels taux sont ainsi fixés.
1991, c. 64, a. 1614.

Décrété en avril 1997 et inchangé depuis, le règlement d'application se lit :

1. Les taux d'actualisation applicables, quant aux aspects prospectifs du préjudice, au calcul des dommages-intérêts dus au créancier en réparation du préjudice corporel qu'il subit sont :
 - 1° pour les pertes résultant tant de la diminution de la capacité de gains que de la progression des revenus, traitements ou salaires, de 2 %;
 - 2° pour les autres pertes résultant de l'inflation, de 3,25 %.
- D. 271-97, a. 1.

22

Évaluation du préjudice corporel pertes pécuniaires - combien?

23

Principales hypothèses - intérêt- inflation- salaires

Autres provinces

- Ontario(2014) : 15 premières années - taux obligations à rendement réel(min. 0%), 2,5% ensuite
- N-É(1980) : 2,5% (avant 2015, un taux différent de 3,5 % pour des cas d'accident automobile)
- Manitoba(1993) - Saskatchewan(2008) : 3%
- Colombie-Britannique (2014): 1,5% si inflation et productivité, 2,0% si inflation seulement
- IPÉ(1994) - NB(2014) - TNO(2014) - Nunavut(1998) : 2,5%
- Alberta, Yukon et Terre-Neuve & Labrador : aucun

L'année entre parenthèses indique la date du dernier changement connu

ICA a soumis en novembre 2018 un mémoire à l'Ontario pour la revue périodique et en juillet 2020 la Cour d'appel lui a demandé de commenter le rapport préparé par un sous-comité en cette matière.

23

Évaluation du préjudice corporel pertes pécuniaires - combien?

24

Mémoire de l'ICA à l'Ontario en 2018 (extrait)

Vous trouverez ci-joint notre mémoire. Voici nos principales recommandations :

- 1. Que la structure actuelle des taux d'actualisation à deux niveaux soit maintenue, et que le second taux demeure fixe, à un niveau réel de 2,50 %.
- 2. Que l'examen des taux d'actualisation prévus par règlement demeure quadriennal.
- 3. Que les taux d'actualisation soient *déterminés* sans hypothèses sur la façon dont les demandeurs investissent le montant des indemnités pour pertes qui leur sont octroyées.
- 4. Que le taux d'intérêt avant jugement pour les pertes non pécuniaires au titre des réclamations à la suite d'accidents de la route soit harmonisé avec les pertes pécuniaires et les pertes non pécuniaires pour accidents de la route.

24

Évaluation du préjudice corporel pertes pécuniaires - combien?	25
<p>Principales hypothèses - mortalité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Basée sur les données du recensement • Ne pas tenir compte de l'aggravation suite à l'incident • Selon la région géographique ou province • http://www5.statcan.gc.ca/olc-cel/olc?ObjId=84-537-X&ObjType=2&lang=fr&limit=0 <p>Principales hypothèses - retraite ou fin de vie active</p> <ul style="list-style-type: none"> • Basée sur les données du recensement - selon revenu - 65 ans • Tenir compte des tendances des programmes sociaux (RRQ, PSV) • Pertinence de tenir compte du régime de retraite • http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fr&retrLang=fr&id=2820051&tabMode=dataTable&srchl=an=1&p1=1&p2=35 	

25

Évaluation du préjudice corporel pertes pécuniaires - combien?	26
<p>Principales hypothèses - impôts</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si sur la perte de capacité de gains futurs - aucuns - revenu brut • Si autres dépenses : majoration pour tenir compte des impôts à payer sur le montant de l'indemnité : <ul style="list-style-type: none"> • Date du calcul, car ne s'applique que pour le futur • Rendement du fonds • Indexation des dépenses • Taux marginal d'impôts • Espérance de vie tenue compte dans l'évaluation de la perte <p>Non requis si dédommagement par règlement échelonné (structuré)</p>	

26

Évaluation du préjudice corporel pertes non-pécuniaires	27
<p>Application des décisions de la Cour Suprême en 1978 (trilogie)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dommages moraux • Dommages esthétiques • Souffrance et perte de jouissance de la vie <p>Maximum 100 000 \$, en 1978, avec indexation (permise en 1981)</p> <p>Mais ne dit pas comment le déterminer</p>	

27

Évaluation du préjudice corporel pertes non-pécuniaires	28
<p>Certains tentent de relier l'indemnité à la valeur d'une allocation quotidienne d'un montant fixe arbitraire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Méthode tient compte de l'espérance de vie • Certains préjudices moins importants avec l'âge • On détermine la valeur et ensuite on applique le maximum <p>Voir chiffrier donnant l'exemple de l'évaluation</p>	

28

Évaluation de la perte de soutien financier suite au décès	29
<p>La perte provient de la portion du revenu du conjoint décédé qui servait aux dépenses familiales, conjoint et enfant</p> <ul style="list-style-type: none"> • Habituellement basé sur le revenu net • Durant la durée de vie active • Enfants jusqu'à l'âge de fin d'études <p>La perte provient aussi de la portion des travaux ménagers et d'entretien de la résidence qui doivent être confiés à des ouvriers externes</p>	

29

Évaluation de la perte de soutien financier suite au décès	30
<p>Soutien financier:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Méthode de la dépendance à sens unique (-sole dependency-) • Méthode de la dépendance réciproque (-cross-dependency-) • Méthode de la dépendance à sens unique modifiée (-modified sole dependency-) <p>Principe de base</p> <p>Selon les statistiques du recensement, chaque conjoint consacre environ 30% de son revenu disponible pour ses besoins personnels.</p>	

30

Évaluation de la perte de soutien financier suite au décès	31
Soutien financier <ul style="list-style-type: none"> Méthode de la dépendance à sens unique (-sole dependency-) <ul style="list-style-type: none"> Perte = 70% du revenu net du conjoint décédé Méthode de la dépendance réciproque (-cross-dependency-) <ul style="list-style-type: none"> Du 70% restant, 30% sert à faire plaisir à l'autre conjoint Perte = 70% du revenu net du conjoint décédé - 30% du revenu net du conjoint survivant Peut donner un résultat nul 	

31

Évaluation de la perte de soutien financier suite au décès	32
Soutien financier (suite) <ul style="list-style-type: none"> Méthode de la dépendance à sens unique modifiée (-modified sole dependency-) <ul style="list-style-type: none"> Comme à sens unique, mais à un taux moindre pour tenir compte du partage des dépenses lorsque les 2 conjoints ont des revenus Pour éviter la situation où le résultat serait nul selon la méthode réciproque Pour les enfants, 4% ou 5% du revenu net du conjoint décédé <p>Taux prescrits selon le taux relié à la rémunération (2 % au Québec) Majoration pour les impôts, puisqu'au net</p>	

32

Évaluation de la perte de soutien financier suite au décès	33
Perte de la valeur des travaux ménagers et domestiques <ul style="list-style-type: none"> Liste des dépenses spécifiques ou Montant global (ex. 5 000\$ par année) Âge de cessation différent de celui de la retraite Majoration pour les impôts, puisque les dépenses sont payées par le revenu net Taux d'évaluation prescrits selon les dépenses. Au Québec 2% si pour de la main d'œuvre, 3,25% dans les autres dépenses) 	

33

INTÉRÊTS ET INDEMNITÉ ADDITIONNELLE

34

- SERT À ACCUMULER LES SOMMES DUES ENTRE LA DATE DU CALCUL ET LA DATE DU PAIEMENT
- TAUX MINIMUM SELON LA LOI + ÉCART, SI POSITIF, POUR ATTEINDRE TAUX LÉGAL DU REVENU
- LA DATE DU CALCUL PEUT ÊTRE STRATÉGIQUE SELON LES TAUX D'INTÉRÊTS EN VIGUEUR
- AUCUN LIEN AVEC LE TAUX PRESCRIT OU LE TAUX RÉEL.
- LE BARREAU A UN OUTIL POUR FAIRE LE CALCUL - VOIR LE LIEN
 - <http://www.barreau.qc.ca/fr/avocats/praticien/calculs/index.html>

34

Indemnité additionnelle
code de procédure civile - date d'application

35

- **83.** Lorsqu'un acte ou une formalité doit être accompli dans un délai fixé par le Code, imparté par le tribunal ou convenu entre les parties, le délai court à compter de l'acte, de l'événement, de la décision ou de la notification qui en est la source.
- Le délai se compte par jour entier ou, le cas échéant, par mois. Lorsque le délai est exprimé en jours, le jour qui marque le point de départ n'est pas compte mais celui de l'échéance l'est. Lorsqu'il est exprimé en mois, le délai expire le jour du dernier mois qui porte le même quantième que l'acte, l'événement, la décision ou la notification qui fait courir le délai; à défaut d'un quantième identique, le délai expire le dernier jour du mois.
- Le délai expire le dernier jour à 24 h 00; celui qui expirerait normalement un samedi ou un jour férié est prolongé au premier jour ouvrable qui suit.
- 2014, c. 1, a. 83.

35

Barreau
du Québec

CALCUL DU TAUX LÉGAL

36

RÉFÉRENCES

Montant du jugement: 100000.00 \$
Période du 2015-01-01 au 2020-01-01
Référence au dossier: AC73801-H0002

RÉSULTATS

Intérêts totaux: 25000.00 \$
Dette totale (capital et intérêts): 125000.00 \$
Intérêts journaliers: 13.69 \$
Dette due depuis 1826 jours

* Calculé conformément à l'article 83 C.p.c. et ne tient pas compte de l'article 490 C.p.c.

En utilisant ce calculateur, vous acceptez les [conditions d'utilisation](#) publiées sur [AJS Conso](#).
Copyright © AJS Conso. Tous droits réservés.



Projeté à par
AJS Conso
Calculateur de la dette

36

RÉFÉRENCES					
Réglement en vigueur : ACT300-H200					
Montant initial: 18000.00 \$					
Période: du 2015-01-01 au 2020-01-01					
CALCUL DU TAUX LÉGAL ET DE L'INDEMNITÉ ADDITIONNELLE					
Début	Fin	Taux	Référence	Nombre de jours	Intérêts
2015-01-01	2015-03-31	6%	(2014, G.O. 1, 11, 1281	90	1479.45
2015-04-01	2015-06-30	6%	(2015, G.O. 1, 13, 349	91	1495.89
2015-07-01	2015-09-30	6%	(2015, G.O. 1, 25, 689	92	1512.31
2015-10-01	2015-12-31	6%	(2015, G.O. 1, 36, 965	92	1512.31
2016-01-01	2016-03-31	6%	(2015, G.O. 1, 51, 1297	91	1495.8
2016-04-01	2016-06-30	6%	(2016, G.O. 1, 10, 100	91	1495.8
2016-07-01	2016-09-30	6%	(2016, G.O. 1, 25, 696	92	1508.2
2016-10-01	2016-12-31	6%	(2016, G.O. 1, 36, 1080	92	1508.2
2017-01-01	2017-03-31	6%	(2016, G.O. 1, 51, 1305	90	1479.45
2017-04-01	2017-06-30	6%	(2017, G.O. 1, 11, 1381	91	1495.89
2017-07-01	2017-09-30	6%	(2017, G.O. 1, 26, 1080	92	1512.31
2017-10-01	2017-12-31	6%	(2017, G.O. 1, 25, 736	92	1512.31
2018-01-01	2018-03-31	6%	(2017, G.O. 1, 51, 1331	90	1479.45
2018-04-01	2018-06-30	6%	(2018)	91	1495.89
2018-07-01	2018-09-30	6%	(2018)	92	1512.31
2018-10-01	2018-12-31	7%	(2018)	92	1764.38

Début	Fin	Taux	Référence	Nombre de jours	Intérêts
2019-01-01	2019-03-31	7%	(2018)	90	1726.03
2019-04-01	2019-06-30	7%	(2019)	91	1740.21
2019-07-01	2019-09-30	7%	(2019)	92	1764.38
2019-10-01	2019-12-31	7%	(2019)	92	1764.38

Résultats incluant l'indemnité additionnelle

Intérêts totaux: 31252.25 \$

Surte totale (capital et intérêts): 171252.25 \$

Intérêts journaliers: 17.12 \$

Jeté sur depuis 1826 jours

Résultats excluant l'indemnité additionnelle

37

37

Indemnité additionnelle						
Impact du temps sur la valeur de la perte pour préjudice corporel						
Événement	Date de calcul	salaires futurs annuels	Pertes futures	Pertes passées	Pertes totales	rendement annuel
Accident	2015-01-01	48 000 \$	1 632 500 \$	(sans intérêt) -	1 632 500 \$	0,00%
Intoduction de l'instance	2018-01-01	50 492 \$	1 569 000 \$	145 400 \$	1 714 400 \$	1,64%
Rapport d'expertise	2019-01-01	51 804 \$	1 559 000 \$	195 900 \$	1 754 900 \$	1,82%
Jugement	2020-01-01	52 502 \$	1 528 700 \$	247 700 \$	1 776 400 \$	1,70%

38

38

Indemnité additionnelle							
Accumulation de la perte avec intérêt et indemnité additionnelle							
Date d'assignation pour point de départ	Date d'assignation	Date d'exécution	Pertes futures	Pertes passées	Pertes totales	Valeur accordée	rendement annuel
Accident	2015-01-01	2020-01-01	1 632 500 \$	-	1 632 500 \$	2 142 700 \$	5,59%
Intoduction de l'instance	2018-01-01	2020-01-01	1 569 000 \$	145 400 \$	1 714 400 \$	1 941 600 \$	6,42%
Rapport d'expertise	2019-01-01	2020-01-01	1 559 000 \$	195 900 \$	1 754 900 \$	1 877 700 \$	7,00%
Jugement	2020-01-01	2020-01-01	1 528 700 \$	247 700 \$	1 776 400 \$	1 776 400 \$	0,00%

39

39

James Andrews et la Cour Suprême				40
	1ère instance	Appel	CSC	
Équipement spécial			14 200 \$	
Équipement et soins futurs	735 594 \$	164 200 \$	557 232 \$	
Revenus éventuels	59 539 \$	175 000 \$	69 981 \$	
Pertes non pécuniaires	150 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	
	945 133 \$	439 200 \$	741 413 \$	

40

James Andrews et la Cour Suprême - la suite		41
<p>Abandon d'un automatisme: faute de preuve prépondérante au titre d'un risque ou d'une éventualité, les aléas sont réputés s'annuler</p> <p>Les taux d'actualisation sont décrétés par les provinces</p> <p>L'impact de l'impôt a été intégré pour la portion dépenses</p> <p>On parle de perte de capacité de gains et on oublie l'impact fiscal</p> <p>Les frais de subsistance sont limités aux dépenses additionnelles découlant de l'accident</p> <p>Le maximum de 100 000 \$ de pertes non pécuniaires est indexé depuis 1978</p>		

41

Que doit fournir l'avocat?		42
<ul style="list-style-type: none"> • Requête introductive et la défense • Interrogatoires et engagements • Rapports des autres experts 		

42

Requête introductive et la défense	43
<ul style="list-style-type: none"> • Les informations personnelles de base sur les demandeurs • Nom, sexe, date de naissance, liens de parenté, occupation, etc. • Sommaire des événements pertinents • Les dates importantes • Les fondements de la réclamation • La nature des dommages allégués 	

43

Interrogatoires et engagements	44
<ul style="list-style-type: none"> • Preuves de scolarité, diplômes • Preuves de revenus (rapports d'impôt des 5 dernières années avant l'événement préjudiciable et ceux des années suivantes) • Textes de conventions collectives, échelles salariales • Avantages sociaux liés à l'emploi (ex. régime de retraite) • États financiers (revenu d'entreprise) • Reçus de dépenses récurrentes et contrats de service • Relevé détaillé du temps consacré par les proches aidants 	

44

Rapports des autres experts	45
<ul style="list-style-type: none"> • Stade de consolidation de la condition de la victime survivante • Avis médicaux ou paramédicaux pertinents, diagnostics et pronostics • Inventaire des limitations fonctionnelles permanentes • Perspectives de réhabilitation • Inventaire des équipements requis et les coûts afférents • Inventaire des soins requis et les coûts afférents • Inventaires des services domestiques requis et les coûts afférents 	

45

Les coûts de l'expertise	46
<ul style="list-style-type: none"> • Taux horaires • Forfaits • Avis simple 	

46

L'avis simple	47
<ul style="list-style-type: none"> • Requier peu d'informations: Âge, sexe, durée de la perte • Une ou deux pages • Rapide à obtenir • Valeur probante à évaluer 	
<p>Exemple</p> <p>On vous demande d'évaluer la valeur d'une annuité selon les normes pour évaluer une rente de retraite en service</p>	

47



	48
--	----

48

Le témoin expert	49
Qui est-il?	

49

Le qui et le comment	50
<p><i>Ce n'est pas parce qu'un témoin est un expert qu'il est un expert témoin...</i></p>	

50

Définition	51
<p>Le témoin expert est celui qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Possède une compétence spécialisée dans un secteur donné d'activité • a pour rôle d'éclairer le tribunal • a pour rôle d'aider le tribunal dans l'appréciation d'une preuve portant sur des questions scientifiques ou techniques 	

51

On est là pour aider...	52
<ul style="list-style-type: none"> • L'expertise doit aider le tribunal à comprendre les faits et à apprécier la preuve. • On ne peut pas être expert à la Cour sans produire un rapport d'expertise. 	

52

Le rapport d'expert	53
<p>C'est l'article 293 du Code de procédure civile qui prévoit la production du rapport de l'expert :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Le rapport de l'expert tient lieu de son témoignage. Pour être recevable, il doit avoir été communiqué aux parties et versé au dossier dans les délais prescrits pour la communication et la production de la preuve. Autrement, il ne peut être reçu que s'il a été mis à la disposition des parties par un autre moyen en temps opportun pour permettre à celles-ci de réagir et de vérifier si la présence du témoin serait utile. Il peut toutefois être reçu hors ces délais avec la permission du tribunal.</i> 	

53

Pas n'importe qui peut être expert...	54
<p>«Le témoignage d'expert est admissible pourvu que l'expert possède les qualités requises et que son témoignage soit nécessaire ou utile au tribunal aux fins de trancher des questions de caractère technique ou scientifique.»</p>	

54

..Pas n'importe qui peut être expert	55
<p>«Le témoin expert possède des connaissances et une expérience spéciales qui dépassent celles du juge des faits.»</p> <p>Cette compétence peut provenir d'une formation officielle ou d'une expérience pratique, ou des deux.</p>	

55

..Pas n'importe qui peut être expert	56
<p>« Enfin, la preuve doit être présentée par un témoin dont on démontre qu'il ou elle a acquis des connaissances spéciales ou particulières grâce à des études ou à une expérience relatives aux questions visées dans son témoignage. »</p> <p>La preuve d'expert doit être pertinente et fiable.</p>	

56

Ce qu'est et fait un expert	57
<ul style="list-style-type: none"> • L'expert doit être impartial. • Il peut déclarer au juge les faits qu'il a constatés même si ceux-ci ont été recueillis hors de cour. • Il peut émettre une opinion provenant de ses observations personnelles ou basée sur la preuve faite devant le tribunal. • Il doit pouvoir répondre à des hypothèses. 	


57

Le juge...	58
va tenir compte : <ul style="list-style-type: none"> • De la nature et de l'objet de l'expertise • De la qualification de l'expert • De l'impartialité de l'expert • De l'ampleur et du sérieux de ses recherches • Du lien entre les opinions proposées et la preuve 	

58

Contexte 2016 +	59
<ul style="list-style-type: none"> • Nouveau code de procédure civile (CPC) est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016 • La pratique est encore à peaufiner • Accent mis sur l'expert unique • Si pas unique, maximum un par discipline • Éviter le témoignage en personne par un rapport encore plus clair et « digestible » par le juge 	

59

Conclusion...	60
<ul style="list-style-type: none"> • Prendre le temps de bien se préparer. • Vous êtes le témoin 'star' et vous pouvez avoir beaucoup d'influence sur la valeur des dommages accordés! • N'oubliez pas, cependant, que c'est l'AVOCAT l'expert du procès! 	

60

LE TÉMOIN EXPERT

61

SON RÔLE AU PROCÈS

61

Le procès

62

Qui sont les joueurs?

- La partie demanderesse
- La partie défenderesse
- La mise en cause
- Le témoin expert


62

L'audition au tribunal civil


63



63

Le procès...		64
<p style="text-align: center;">Qui va dans quel ordre?</p>		

64

Votre curriculum vitae...		65
<ul style="list-style-type: none"> • Poste occupé actuellement. • Éducation. • Formation suivie. • Certificats, permis. • Associations professionnelles. • Publications. • Mérites et reconnaissance. • Nombre de fois qu'il a été témoin. • Nombre de dossiers similaires. 		

65

Reconnaissance	66
<p>Donc, on reconnaît le témoin comme étant un témoin expert.</p> <p>Le juge note cela dans le procès-verbal.</p>	

66

L'interrogatoire en chef

67

Le début d'un témoignage s'appelle un *interrogatoire en chef*.

Lorsque vous êtes en interrogatoire en chef, les questions qu'on vous pose ne doivent pas être *suggestives*, c'est-à-dire que la question ne doit pas contenir ou suggérer la réponse.

Depuis 2016, cette étape est remplacée par le dépôt d'un rapport clair et la réponse à des questions seulement afin d'éclaircir certains points ou soulever des faits nouveaux.

ATTENTION : l'expert ne doit pas PLAIDER la cause

67

Le cerveau d'un juge...

68

- Vous parlez à un juge, un juriste qui a une formation d'avocat...
- Le cerveau d'un actuaire ne fonctionne pas de la même façon que
- celui d'un psychologue...



68

OBJECTION!

69

- Une objection intervient après une question posée par l'avocat ou lors de la réponse du témoin. Il s'ensuit un débat entre procureurs et le juge tranche l'objection : elle est soit *MAINTENUE* (accordée) ou *REJETÉE*.
- Lorsque vous êtes en train de témoigner et que l'avocat dit *OBJECTION*, vous devez arrêter de témoigner immédiatement jusqu'à ce que le juge vous demande de continuer votre témoignage.
- Il est possible également qu'on vous demande de sortir de la salle d'audience en attendant que l'objection soit tranchée.
- Même si vous voulez répondre, vous ne devez pas répondre tant qu'on ne vous dit pas de le faire.

69

Le contre-interrogatoire

70

Ensuite, c'est l'avocat de la partie adverse qui peut vous questionner. C'est ce qu'on appelle un *contre-interrogatoire*.

280...

Lorsque la partie a terminé l'interrogatoire du témoin qu'elle a convoqué, toute autre partie ayant des intérêts opposés peut le contre-interroger sur tous les faits du litige et établir de toutes les manières les causes permettant de réfuter son témoignage.

70

Et le juge...

71

• Un piège à éviter :

- Le juge qui hoche la tête et vous laisse comprendre qu'il ou elle accepte un fait ou est en accord.
- Vérifiez si le juge vous suit.

71

Les questions du juge...



72

Le juge peut aussi vous poser des questions et vous devez répondre.


280...

Le tribunal peut, sous réserve du respect des règles de preuve, poser au témoin les questions qu'il croit utiles.


72

Le réinterrogatoire ...	73
<p>Vous avez une chance pour clarifier...</p> <p><i>280... : Le témoin peut être entendu de nouveau par la partie qui l'a convoqué soit pour être interrogé sur des faits nouveaux révélés par le contre-interrogatoire, soit pour expliquer ses réponses aux questions posées par une autre partie.</i></p>	


73

L'image...		74
<p>Ce n'est pas juste ce qu'on dit qui est important, mais aussi, comment on le dit...</p> <p>Tout expert risque d'être arrogant, car il est EXPERT dans son domaine.</p>		

74

Le dossier de l'expert	75
<p>ATTENTION! Il est possible que la partie adverse demande de voir le dossier ou un document contenu dans le dossier de l'expert.</p> 	

75

Le secret professionnel	76
<p>Article 9 de la <i>Charte des droits</i> :</p> <p><i>Chacun a droit au respect du secret professionnel.</i></p> 	

76

Par ailleurs...	77
<ul style="list-style-type: none"> • Une partie a le droit de connaître les faits sur lesquels l'expert fonde son opinion. • Donc, on a le droit de connaître les sources, documentaires ou autres, où l'expert a puisé cette information. • Mais cela ne donne pas droit aux notes, brouillons et projets utilisés pour rédiger la version finale, sauf si ceux-ci sont mentionnés dans le rapport. • Lorsqu'une partie n'allègue pas un document ou ne fait aucune allusion que le document servirait au témoignage, le document est protégé par le secret professionnel. 	

77

Par ailleurs...	78
<ul style="list-style-type: none"> • Il faut faire une différence entre documents <i>consultés</i> et <i>ceux nécessaires</i> à la confection du rapport • On peut consulter beaucoup de documents, mais se servir seulement de 3 ou 4 pour soutenir une opinion. • Ce sont les documents qui soutiennent l'opinion que la partie adverse peut demander, car leur mention spécifique est une renonciation à la confidentialité. • MAIS • Les faits physiques constatés par l'expert lui-même ou découverts par lui ne sont pas protégés par la confidentialité (par exemple, des photographies). 	

78

Rencontre de conciliation	79
<p>L'article 240 C.p.c.</p> <p>....</p> <p><i>Si des rapports d'expertise sont contradictoires, les parties peuvent réunir leurs experts afin de concilier leurs opinions, de déterminer les points qui les opposent et, le cas échéant, de faire un rapport additionnel sur ces points. Le tribunal peut, à tout moment de l'instance, même d'office, ordonner une telle réunion et le dépôt d'un rapport additionnel dans le délai qu'il fixe.</i></p>	

79

En conclusion...	80
<ul style="list-style-type: none"> • Soyez préparé • Soyez maître du contenu de votre expertise • Soyez poli, ferme et surtout... • CRÉDIBLE! 	

80

Réflexion...	81
<p><i>Les experts sont des gens qui en savent long sur un sujet très limité. Ils continuent d'en apprendre de plus en plus sur des sujets de plus en plus réduits, jusqu'à ce qu'ils sachent pratiquement tout sur rien.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Les avocats, eux, sont des gens qui en savent peu sur beaucoup de sujets. Ils continuent d'en apprendre de moins en moins sur des sujets de plus en plus étendus, jusqu'à ce qu'ils ne sachent pratiquement rien sur tout.</i> • <i>Les juges sont des gens qui commencent par savoir tout sur tout, mais qui finissent par ne savoir rien sur quoi ce que ce soit, du fait qu'ils fréquentent constamment les experts et les avocats!</i> 	

81

Révision par les pairs	82
<ul style="list-style-type: none">• Recommandée par les organisations pour contrôler la qualité du travail et des rapports qui peuvent servir à des utilisateurs externes.• Difficile d'application pour les petits bureaux ou pour les travailleurs autonomes• Décision de la Cour contradictoire?	
